



GNL:

VERS LE CHAOS

CLIMATIQUE

10 raisons pour lesquelles le gaz fossile liquéfié est un mauvais choix pour l'Europe

INTRODUCTION

Le « gaz naturel liquéfié » (GNL) est sous les feux de la rampe. Le coût du gaz fossile augmente depuis 2021, et l'invasion terrible de l'Ukraine par les troupes russes a forcé les gouvernements à se demander comment mettre fin à la dépendance de l'Europe à l'égard des énergies fossiles russes. Ces réalités ont créé un engouement pour le GNL. Mais qu'est-ce que le GNL et pourquoi est-ce important ? Cette note d'information a pour objectif de tirer la sonnette d'alarme autour du déploiement du GNL à travers l'Europe comme une tentative de s'attaquer aux problèmes de sécurité énergétique. Elle présente dix arguments clés qui mettent en évidence la multitude de problèmes que pose le GNL.

Mais d'abord, une explication de ce qu'est réellement le GNL.

Le GNL désigne simplement le gaz fossile qui n'est pas transporté par gazoduc sous forme gazeuse, mais qui est refroidi à -162 °C afin d'être liquéfié et transporté sur de longues distances par navires. Cela signifie que lorsque nous évoquons le GNL en Europe, nous parlons de gaz qui est extrait, converti en forme liquide, expédié à travers l'océan, reconverti en forme gazeuse, puis pompé à travers le réseau gazier européen pour finalement chauffer et refroidir les habitations, ou alimenter les activités industrielles.

Ces importations de GNL représentaient **20,5 % de la consommation de gaz fossile de l'Europe en 2021¹** et, face aux pressions pour mettre fin aux importations de gaz russe, les gouvernements se tournent vers le GNL provenant de sources non russes pour répondre à la demande. Des mesures pour se débarrasser du gaz russe sont nécessaires et urgentes pour aider à mettre fin à la guerre en Ukraine en réduisant les revenus dont dispose Poutine pour sa machine de guerre. Néanmoins, **nous devons également faire attention à ne pas laisser les préoccupations d'approvisionnement énergétique à court terme enfermer à l'avenir l'Europe dans de nouvelles infrastructures gazières sales et de nouvelles dépendances énergétiques.** L'utilisation à long terme du gaz fossile est incompatible avec un climat sûr, c'est pourquoi l'Europe doit saisir cette opportunité de se libérer une fois pour toutes des combustibles fossiles.

Cette note d'information fournit des contre-arguments face au rôle exagéré que le GNL est censé jouer pour l'avenir énergétique de l'Europe, et montre au contraire qu'il s'agit d'une distraction dangereuse d'une transition énergétique juste vers les énergies renouvelables, pourtant désespérément nécessaire.



LE GNL NE RÉSOUDRA PAS LA DÉPENDANCE DE L'EUROPE AUX ÉNERGIES FOSSILES

Pour tenter de se débarrasser des combustibles fossiles russes, l'Europe cherche à importer du gaz venu d'ailleurs. Pourtant, la diversification des sources de GNL ne fait que remplacer une dépendance aux combustibles fossiles par une autre.

Des pays comme les États-Unis, le Nigeria, le Qatar et l'Algérie sont suggérés comme principaux fournisseurs de gaz fossile pour l'Europe. Créer ou renforcer de telles dépendances rend simplement le continent dépendant à d'autres fournisseurs d'énergie fossile plutôt que d'apporter une autonomie énergétique à l'Europe. En outre, le risque que l'Europe exporte son insécurité énergétique vers d'autres pays est également préoccupant - les pays européens devront surenchérir pour avoir accès à de nouveaux approvisionnements et contrats de gaz, ce qui aura pour effet d'exclure d'autres pays et de les placer dans la précarité énergétique². À l'inverse, une Union européenne (UE) dont la consommation en gaz fossile aurait diminué, et qui serait beaucoup plus avancée vers la sortie de cette énergie fossile, serait bien mieux placée aujourd'hui pour devenir indépendante sur le plan énergétique grâce à des solutions propres, abordables et équitables - ce qui permettrait non seulement de réduire les problèmes de dépendance énergétique, mais aussi d'atténuer le changement climatique. L'Europe doit se libérer complètement du GNL, et non s'enfermer dans de nouvelles chaînes d'approvisionnement.

La diversification de l'approvisionnement en gaz est une priorité à l'agenda de l'UE depuis des années, précisément après les crises gazières entre l'Ukraine et la Russie de 2006, 2009 et l'annexion de la Crimée en 2014. Pourtant, malgré des milliards d'euros investis dans davantage de gazoducs et de terminaux

d'importation de GNL pour permettre l'acheminement de gaz non russes vers l'Europe, **la part du gaz russe dans le mix gazier de l'UE a en fait augmenté au cours de la dernière décennie^{3,1}**, et la dépendance au gaz s'est aggravée.

Au-delà des gazoducs qui acheminent le gaz en Europe depuis la Russie, Gazprom, la société gazière majoritairement détenue par l'Etat russe, est également devenue l'un des plus importants fournisseurs de GNL de l'UE. Compte tenu des prix élevés du GNL et de l'offre comparativement moins chère de gaz et de GNL en provenance de Russie, l'Europe s'est systématiquement tournée vers cette seconde source de gaz, s'enfermant dans une profonde dépendance aux combustibles fossiles d'un pays qui met les profits de son industrie fossile au service de ses guerres injustes. **Le faible coût de l'approvisionnement en gaz russe est crucial, car il pourrait enfermer à nouveau l'Europe dans ces importations à l'avenir tant qu'elle reste dépendante du GNL.** Si l'Europe cherche plus de GNL à court terme, elle risque de créer une situation dans laquelle, à l'avenir, le gaz russe bon marché circulera à nouveau ou continuera à affluer vers l'Europe, ce qui nous ramènera à la case départ. Jusqu'à présent, aucun plan ou arrangement juridique n'a été présenté pour démanteler les gazoducs qui s'approvisionnent en Russie ou bloquer définitivement les flux de GNL russe, laissant cette possibilité ouverte.

LE GNL NE RÉSOUDRA PAS LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ACTUELLE ET RETARDERA UNE TRANSITION JUSTE

Les nouvelles infrastructures de GNL ne commenceront pas à fournir du gaz dans un avenir immédiat.

De nouveaux projets de GNL sont présentés comme une solution rapide à la crise imminente de l'approvisionnement en gaz, en particulier si l'UE ou la Russie ferme le robinet du gaz fossile. Cependant, **les nouvelles infrastructures de GNL ne commenceront pas à fournir du gaz dans un avenir immédiat**⁴. Les terminaux de GNL prennent des années à construire et à devenir opérationnels. En moyenne, la construction de terminaux d'exportation de GNL aux États-Unis prend trois à cinq ans après la décision finale d'investissement⁵. **Ce délai ne répond en rien aux contraintes énergétiques à court terme de l'Europe et nous éloigne plutôt d'une transition énergétique.** En outre, les terminaux GNL et les gazoducs ont traditionnellement, malgré leur statut prioritaire et les subventions qui leur sont accordées, été reprogrammés et retardés à plusieurs reprises^{6,7}, tandis que certains ont englouti des millions d'euros avant d'être abandonnés^{8,9}. Le GNL ne s'est pas avéré être une solution rapide pour diversifier la demande de gaz fossile de l'Europe dans le passé - il ne faut pas refaire la même erreur.

Tout cela représente des milliards d'euros dépensés en combustibles fossiles. **Chaque euro dépensé en gaz fossile signifie un euro de moins pour la transition vers les énergies renouvelables.** L'argent des contribuables européens, comme les fonds du mécanisme pour l'interconnexion en Europe de l'UE, disponibles dans le plan de relance de l'UE ou dans le cadre de la politique de cohésion de l'UE, serait beaucoup mieux dépensé pour des solutions propres, équitables et abordables, qui assureraient véritablement la sécurité et la souveraineté énergétiques de l'Europe, ainsi que l'atténuation du changement climatique. En outre, **chaque pourcentage d'économies d'énergie réalisées peut contribuer à réduire les importations de gaz de l'UE de 2,6 %**¹⁰. C'est du gaz que l'UE n'aura « plus jamais » à importer !

L'HYDROGÈNE N'EST PAS NON PLUS UNE SOLUTION

Les discussions autour des infrastructures de GNL entraînent inévitablement la mention de l'hydrogène. De nombreux décideurs affirment que les terminaux GNL et les gazoducs pourront facilement être utilisés pour l'hydrogène à un stade ultérieur, afin de répondre à la crainte qu'un développement du gaz fossile ne crée à l'avenir des actifs échoués coûteux alors que nous serions censés aller vers 100 % d'énergies propres.

Le concept de gazoducs et de terminaux « prêts pour l'hydrogène » est cependant trompeur. Cette terminologie donne une légitimité à l'industrie du gaz pour continuer à développer les activités liées au gaz fossile, puis les activités liées à l'hydrogène alimenté au gaz fossile, et enfin les activités liées à l'hydrogène alimenté par des énergies renouvelables... Mais les experts affirment qu'il est probablement impossible de transformer un terminal de GNL en terminal d'hydrogène^{11,12}. En outre, même s'il était techniquement possible d'adapter les gazoducs au transport des gazs fossiles au transport d'hydrogène, cette entreprise risquerait

d'échouer dans de nombreux cas. L'hydrogène est une molécule beaucoup plus petite avec des exigences différentes en matière de pression et de matériau, et si les gazoducs ne sont pas construits en conséquence, l'hydrogène peut facilement fuir. En outre, les sites de production et de consommation d'hydrogène vert diffèrent probablement grandement des endroits où le gaz fossile est extrait et consommé aujourd'hui, ce qui rend peu probable un changement direct d'infrastructure. Enfin, il y aura probablement un nombre beaucoup plus faible de consommateurs d'hydrogène à l'avenir, ce qui entraînera un système d'infrastructure surdimensionné si le réseau de gaz actuel devait être remplacé par de l'hydrogène.

Un avenir de l'hydrogène est largement soutenu par l'industrie du gaz fossile¹³ et s'accompagne d'une foule d'incertitudes. Il ne doit pas servir d'excuse pour surdimensionner le réseau gazier européen avec des gazoducs et des terminaux qui n'ont que peu d'utilité pour l'hydrogène à l'avenir.

LE GNL NOUS ENFERME DANS LES ÉNERGIES FOSSILES ET LES NOUVELLES INFRASTRUCTURES GAZIÈRES

Considérer le GNL comme une solution à moyen ou même à long terme, et écouter les conseils de l'industrie des combustibles fossiles qui réclame plus de GNL¹⁴, risque de nous enfermer dans une cascade d'infrastructures coûteuses.

Miser sur davantage de GNL servira à justifier la construction d'infrastructures d'exportation¹⁵ sous la forme de pipelines et de terminaux de liquéfaction, ainsi que d'infrastructures d'importation sous la forme de terminaux flottants et terrestres de regazéification du GNL. L'industrie du transport de gaz fossile a déjà commencé à demander une augmentation des capacités des gazoducs dans l'ensemble de l'UE pour transporter le gaz importé sous forme de GNL (par exemple dans le cas du gazoduc MidCat¹⁶). Les projets de flux inversé visant à transporter le gaz de l'ouest de l'Europe, où se trouvent actuellement la plupart des terminaux GNL, vers l'est de l'Europe sont également promus par l'industrie. La construction de ces infrastructures est non seulement très coûteuse, mais il faudra probablement aussi des années avant qu'elles deviennent opérationnelles.

Le rapport Europe Gas Tracker 2022⁷ identifie 26 projets de terminaux d'importation de GNL, ce qui représente une capacité de plus de 100 milliards de mètres cubes de GNL par an. Cette estimation n'inclut même pas les plans pour certains terminaux flottants qui ont fait l'objet de rumeurs. Plusieurs projets de GNL en Allemagne comme Brunsbüttel LNG et Wilhelmshaven LNG, en Italie avec Porto Empedocle LNG, ou en Pologne avec l'expansion du terminal GNL de Swinoujscie et la construction du nouveau GNL de Gdansk, ou Eemshaven LNG aux Pays-Bas ont été soit remis à l'ordre du jour, soit nouvellement proposés au cours des derniers mois. Avec une volonté politique accrue

d'éloigner l'Europe du gaz russe et avec les engagements climatiques de l'UE, il est clair que la demande globale de gaz fossile de l'UE doit et va diminuer inévitablement⁷. Une série d'infrastructures de gaz fossile construites aujourd'hui enfermeraient les Européens dans la volatilité des prix du gaz et les obligeraient à payer la facture d'un réseau surdimensionné encore plus coûteux à exploiter et à entretenir.

Au-delà des appels à de nouvelles infrastructures, des appels ont également été lancés pour augmenter les importations de GNL en Europe par le biais de nouveaux accords contractuels avec les fournisseurs - en augmentant les importations de GNL des fournisseurs actuels, ou en introduisant de nouveaux approvisionnements en GNL en Europe. Pourtant, ces nouveaux accords de GNL qui nous enferment dans des contrats à long terme doivent être impérativement remis en question. **La décision de traiter l'insécurité énergétique actuelle de l'Europe avec de grandes quantités de GNL risque de créer des blocages dangereux pour les prochaines années et décennies.** Afin de rendre attrayante l'expansion des capacités de GNL, les fournisseurs pourraient négocier des contrats d'approvisionnement d'une durée de 10, voire de 20 à 25 ans¹⁷ et une facture d'approvisionnement en gaz de plusieurs milliards. Le promoteur du gaz fossile Gas Infrastructure Europe (GIE), par exemple, n'a pas tardé à lancer un appel pour des contrats GNL à long terme¹⁴ afin de tirer profit de l'insécurité énergétique actuelle en Europe. Cependant, même avant le scandale des prix de l'énergie, le GNL était plus cher

que le gaz fossile transporté par gazoduc, et le coût de la construction de terminaux d'importation de GNL et de gazoducs augmentera considérablement cette facture. S'enfermer dans encore plus d'infrastructures d'énergies fossiles serait complètement incompatible avec les objectifs climatiques européens et ceux de l'Accord de Paris sur le climat.



« Parler de la renaissance d'un projet fossile, mort et enterré il y a des années par la mobilisation territoriale et de la société civile est l'un des pires cauchemars de tout activiste climatique. MidCat, un gazoduc qui relierait la Catalogne et le sud de la France, n'est pas une solution à court terme, car son développement prendrait entre 3 et 6 ans, et dans le meilleur des cas en 2025, il serait capable de transporter moins de 5% de la demande actuelle de gaz russe et 2,2% de la demande totale de gaz dans l'UE. De plus, l'hydrogène vert - dont l'industrie promet qu'il passera par MidCat à l'avenir - ne peut pas devenir un prétexte qui renforce le rôle du gaz fossile et justifie d'investir dans davantage d'infrastructures inutiles. »

MARINA GROS BRETO
Ecologistas en Acción





POINT 04

LE GNL EST MAUVAIS POUR LE CLIMAT

Le climat change en raison de l'exploitation humaine de la planète pour ses ressources. Le dernier rapport du GIEC exige des réductions rapides des émissions mondiales au cours de cette décennie afin d'éviter l'aggravation du changement climatique¹⁸. Cela implique de repenser complètement les systèmes énergétiques actuels pour planifier une transition juste qui libère le monde des combustibles fossiles.

Le GNL est un gaz fossile, et **le gaz sous toutes ses formes est constitué de méthane, un gaz à effet de serre dangereux qui est 86 fois plus nocif pour le climat que le dioxyde de carbone sur une échelle de temps de 20 ans¹⁹**. Et comme si cela ne suffisait pas, le gaz libère également du dioxyde de carbone lorsqu'il est brûlé, contribuant à la pollution à très long terme de la planète²⁰. Rien qu'en janvier 2022, l'Europe a importé 8,1 millions de tonnes de GNL, entraînant l'émission de 46 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent d'une année d'émissions de 10,5 centrales électriques à charbon^{21,22}.

Le GNL est particulièrement néfaste pour le climat en raison de sa **chaîne d'approvisionnement longue et complexe, ce qui signifie plus de possibilités de fuite de méthane**. Le procédé de liquéfaction est considéré comme la partie du processus la plus sujette aux fuites et aux émissions de méthane, suivi de près par le transport par méthanier²³. En outre, une grande partie des importations de GNL en Europe est issue de gaz de schiste - l'une des méthodes d'extraction du gaz les plus polluantes et les plus nocives.

Des images infrarouges récentes ont montré que du méthane était libéré par des navires de GNL soi-disant « verts »²⁴, ce qui corrobore les récentes conclusions selon lesquelles les fuites de méthane sont bien pires que ce que l'on soupçonnait auparavant²⁵, ou gravement sous-estimées - comme dans les États du Golfe où l'Europe est à la recherche de nouveaux approvisionnements potentiels en GNL²⁶. **Investir davantage dans le GNL aujourd'hui signifie augmenter la responsabilité de l'Europe dans les émissions dangereuses de gaz à effet de serre, soit exactement le contraire de ce dont nous avons besoin pour atténuer le changement climatique.**

De plus, les gouvernements sont mal équipés pour faire face à ces émissions de méthane. On connaît encore très mal l'ampleur du problème - l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) a constaté que les émissions de méthane liées à l'énergie étaient 70 % plus élevées que ce qui est déclaré²⁷. Si rien n'est fait, **le GNL continuera de rendre l'Europe coupable d'émissions dangereuses de gaz à effet de serre dont nous ne sommes même pas conscients aujourd'hui.**

POINT 05

LE GNL NE SERT PAS LES PERSONNES SOUFFRANT DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

De 2019 à 2021, le prix de gros du gaz fossile dans l'UE a augmenté en moyenne de plus de 400 %⁸. Au cours de la même période, le coût de gros de l'électricité a augmenté de 200 % en moyenne, car les marchés européens de l'électricité sont tarifés sur la base de la source d'énergie la plus chère.

Cette flambée des coûts est attribuable à plusieurs facteurs liés à l'offre, à la COVID-19 et aux conditions météorologiques. **Les consommateurs d'énergie à travers le continent se sont retrouvés avec des factures astronomiques. Et ce sont les plus pauvres d'Europe qui ressentent le plus cette volatilité des prix, car leurs factures d'énergie ont tendance à représenter la plus grande partie de leurs dépenses mensuelles**²⁹. Pour les ménages vulnérables qui doivent payer le prix de la dépendance de l'Europe aux combustibles fossiles, des mesures de protection telles que l'interdiction des coupures électriques, des taxes sur les bénéfices exceptionnels et le plafonnement des prix de l'énergie sont cruciales à court terme³⁰.

Les nouvelles infrastructures de GNL ne contribueront pas à faire face à la hausse du coût de l'énergie pour les consommateurs en Europe à l'heure actuelle. Pourtant, l'industrie du gaz tente de vendre le gaz fossile comme solution à la pauvreté énergétique, en déployant des chaudières à gaz fossile dans les foyers, **rendant les citoyens dépendants à des installations liées aux énergies fossiles pour au moins 15 à 20 ans**. Avec un système d'échange de quotas carbone pour le bâtiment et les transports, et alors que les énergies renouvelables sont de plus en plus abordables, **cela pourrait signifier que les ménages pauvres devront payer le prix de notre transition énergétique**.

L'industrie gazière a négligé de protéger les personnes en situation de précarité énergétique dans le passé et semble prête à aggraver leur situation en les enfermant dans encore plus de gaz fossile. **Une course folle au GNL pourrait légitimer les tentatives de l'industrie gazière d'emprisonner les plus pauvres dans une dépendance aux énergies fossiles**, ne servant personne d'autre que les bénéfices de l'industrie.

L'Europe ne parvenait déjà pas à répondre aux besoins énergétiques de ses citoyens avant cette flambée des prix. **Le gaz s'est avéré être une source d'énergie peu fiable et coûteuse, qui ne répond pas aux besoins énergétiques des Européens**. En 2019, on estimait que 1 ménage sur 4, soit plus de 50 millions de personnes en Europe, n'avait pas les moyens de chauffer, de refroidir ou d'éclairer correctement sa maison³¹, un chiffre qui devrait augmenter considérablement avec les nouvelles contraintes de prix. Pendant ce temps, la facture d'approvisionnement en gaz fossile de l'UE et du Royaume-Uni s'élevait à entre 75 et 100 milliards d'euros chaque année³². Et la facture d'importation de gaz de l'UE pour la seule année 2021 s'est élevée à plus de 120 milliards d'euros, contre moins de 40 milliards d'euros en 2020¹. Cela signifie que des centaines de milliards vont à l'industrie des combustibles fossiles pour les importations de gaz, au lieu de financer des solutions qui donnent la priorité aux victimes de la précarité énergétique et à une transition énergétique juste.

« Cela n'a jamais été aussi clair : notre système énergétique dominé par les combustibles fossiles a laissé tomber les gens et la planète. Le GNL ne fait que ralentir les solutions réelles pour lutter contre la précarité énergétique, telles que les rénovations subventionnées et les projets d'énergies renouvelables qui font désespérément défaut dans toute l'Europe.

Il est temps de transférer le pouvoir (littéralement) au peuple, loin des géants du gaz fossile afin de financer les énergies renouvelables pour ceux qui vivent dans la précarité énergétique. Cela permettra de passer du statut de victime passive enfermée dans les énergies fossiles à celui de consommateur actif d'énergie propre et abordable. »

MARTHA MYERS

Chargée de campagne précarité énergétique,
Amis de la Terre Europe

LE GNL CONTRIBUERA À FAIRE MONTER EN FLÈCHE LES PROFITS DE L'INDUSTRIE DES ÉNERGIES FOSSILES

L'augmentation du coût du gaz, puis de l'électricité, ont mis des millions de personnes à travers l'Europe dans une situation financière difficile. Cependant, tout le monde en Europe n'est pas en difficulté, certains en profitent. À savoir l'industrie des combustibles fossiles et les fournisseurs d'énergie.

Les contraintes d'approvisionnement ont fait du gaz une denrée très prisée, ce qui a fait grimper les prix, et a entraîné des **profits importants pour l'industrie des combustibles fossiles**. Entre juillet et septembre 2021, alors que les prix du gaz commencent à augmenter, les 20 principaux producteurs de gaz au monde ont encaissé des bénéfices de 65 milliards de dollars³³. Aux États-Unis, on prévoit que les producteurs de pétrole et de gaz pourraient générer une manne comprise entre 37 et 126 milliards de dollars rien qu'en 2022³⁴.

Et ce ne sont que les profits qui résultent directement de la hausse du prix du gaz fossile. **L'industrie continuera à faire des profits si les gouvernements prescrivent davantage d'infrastructures gazières comme solution aux défis énergétiques actuels**. Si l'industrie réussit à enfermer les gouvernements dans des contrats d'approvisionnement à long terme, elle pourra assurer le financement de ses combustibles fossiles sales pour les années à venir. En particulier, avec la pression actuelle sur l'approvisionnement énergétique, le coût du gaz

fossile a augmenté dans le monde entier, et les pays continueront à faire grimper encore plus les coûts en essayant d'accéder à cette ressource limitée - tout en rendant l'industrie plus rentable.

L'industrie fossile a menti sur sa contribution au changement climatique^{35,36}, et retarde la concrétisation de la transition énergétique¹³. La poursuite des profits dans le secteur des combustibles fossiles signifie un soutien continu à un système énergétique qui alimente la crise climatique. L'Europe ne prend pas ses engagements climatiques au sérieux si elle permet à l'industrie fossile de s'enrichir aujourd'hui et si elle prend des décisions garantissant le maintien de son enrichissement à l'avenir. Pendant ce temps, la crise climatique s'aggrave et un avenir vivable devient de plus en plus hors de portée.



LE GNL STIMULE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE : UN DÉSASTRE POUR NOTRE SANTÉ ET NOTRE ENVIRONNEMENT

Le gaz fossile peut être extrait de deux manières. La première est appelée extraction conventionnelle et consiste à pomper le gaz dans des puits naturels sous la roche ou dans les fonds marins. La deuxième forme d'extraction est souvent appelée non conventionnelle, elle est encore plus dommageable pour l'environnement et principalement connue sous le nom de fracturation hydraulique.

La fracturation hydraulique est une méthode d'extraction brutale et destructrice qui consiste à injecter de grandes quantités d'eau mélangées à des produits chimiques dans des formations géologiques. La recherche montre que **la fracturation hydraulique contamine l'eau, pollue l'air, menace la santé publique, provoque des tremblements de terre, nuit aux économies locales et diminue la valeur des propriétés**³⁷. La fracturation hydraulique et les infrastructures gazières ont un impact disproportionné sur les communautés les moins riches, ainsi que les communautés racisées³⁸ et les communautés autochtones³⁹. Il a été prouvé que les produits chimiques utilisés dans le processus de fracturation⁴⁰ causent de graves problèmes de santé dans les communautés touchées, allant de maux de tête, nausées, asthme, pneumonie ou problèmes de peau aux cancers et aux malformations congénitales⁴¹. **Une grande partie du GNL importé en Europe est du gaz de schiste issu de ce processus, ce qui le rend exceptionnellement dommageable pour le climat et l'environnement.**

Les États-Unis sont actuellement le principal fournisseur européen de GNL et, les dirigeants de l'UE et des États-Unis ayant confirmé dans une déclaration commune leur intention d'expédier 50 milliards de mètres cubes supplémentaires de GNL vers l'Europe d'ici 2030⁴², le rôle du GNL américain devrait devenir encore plus important dans les années à venir. Cette réalité est alarmante étant donné que le GNL américain exporté vers l'Europe est presque entièrement du gaz de schiste⁴³. **En s'engageant à importer toujours plus de GNL et pour toujours plus longtemps, l'Europe se rend complice d'un système qui inflige des dommages aux communautés et détruit l'environnement ailleurs pour répondre à la soif d'énergies fossiles du vieux continent.**



L'administration Biden et l'UE s'apprêtent à donner le feu vert à l'industrie des combustibles fossiles pour transformer la côte du golfe du Mexique en une « zone sacrifiée » pour le gaz de schiste. À Port Arthur, au Texas, et dans d'autres villes de la côte du golfe du Mexique, nous avons souffert de décennies de pollution, avec des risques extrêmes pour la santé liés au cancer, aux maladies cardiaques et pulmonaires. Nous portons le fardeau et ne recevons aucun avantage ; ni emplois, ni entreprise, ni amélioration de la qualité de vie. Nous riposterons, nous ne laisserons plus nos vies être sacrifiées au profit des grandes compagnies pétrolières et gazières.

JOHN BEARD

Réseau d'action communautaire de Port Arthur





POINT 08

LE GNL ALIMENTE LES CONFLITS

Les liens entre les combustibles fossiles et la guerre sont apparus très clairement à l'Europe à la lumière de l'invasion russe en Ukraine. Avec la Russie qui fournit 40 % du gaz importé de l'Europe, ce sont des sommes considérables qui vont dans les poches d'un régime qui a envahi et tue en Ukraine.

La dépendance de l'Europe à l'égard de la Russie en matière de gaz place les gouvernements de l'UE dans une position difficile. Comment peuvent-ils mettre fin aux importations de gaz pour exercer une pression financière sur la Russie afin de mettre fin à la guerre le plus tôt possible tout en répondant aux besoins énergétiques des Européens ? Les combustibles fossiles se sont avérés être au cœur de ce conflit et ce n'est malheureusement pas le seul exemple du rôle que jouent les énergies sales dans l'escalade de la violence.

Les terminaux de GNL et les gazoducs ont contribué à alimenter les troubles, les violations des droits humains, la violence et même la guerre. Le financement étranger des infrastructures gazières est responsable de la légitimation de la corruption gouvernementale et des conditions de travail indignes dans d'autres pays, et ce depuis des décennies.

Par exemple, le Qatar, qui était le plus grand fournisseur de GNL au monde et en Europe, a des antécédents de violations des droits humains et un manque inquiétant de transparence sur les impacts de l'extraction du gaz à grande échelle menée dans le pays⁴⁴. Au Mozambique, il y a eu une recrudescence des attaques violentes contre les communautés habitant la région de Cabo Delgado où sont prévues des infrastructures de GNL. Des personnes ont été déplacées, des femmes maltraitées et enlevées, et des groupes armés extrémistes se sont répandus - de nombreuses communautés pensent que l'industrie du gaz est responsable⁴⁵. Il en résulte une augmentation de la violence et de l'instabilité dans la région, ainsi qu'une très forte présence militaire sur place⁴⁶.

Il est de plus en plus évident que la construction d'un terminal GNL et l'extraction de gaz à Chypre ont alimenté les conflits en Méditerranée orientale. Les revendications de la Turquie, de la Grèce, d'Israël, de l'Égypte et de Chypre sur les gisements de gaz offshore en mer Méditerranée ont conduit à des affrontements navals entre la Grèce et la Turquie - y compris une « mini-collision »⁴⁷ entre navires en 2020. Nous avons observé avec anxiété les navires de guerre autour de nos eaux amenés par l'exploration et l'exploitation du gaz fossile. On nous a promis la paix et la stabilité, mais au lieu de cela, la réalité est faite de menaces et de conflits. Qui plus est, le terminal GNL à Chypre (reliant le gazoduc « EastMed ») sera construit dans le village chypriote turc traditionnel de Mari, qui connaît parfaitement les dangers d'être utilisé comme site de stockage de matières dangereuses, car il a été le théâtre d'une explosion mortelle qui a tué 13 personnes en 2011. Il s'agit d'un racisme environnemental flagrant qui sape la coopération future, prépare le terrain pour de futurs conflits et continue de menacer la paix sur notre île.

JOSEF BORAEI & NIKOLAS MICHAEL

Activistes pour le climat de l'initiative AVLI à Chypre

LE GNL EST DANGEREUX

Le 'Compendium of Scientific, Medical, and Media Findings Demonstrating Risks and Harms of Fracking' indique que « **les installations de GNL créent des menaces aiguës pour la sécurité publique et le climat** »³⁹.

Alors que le Compendium décrit principalement les dangers liés aux terminaux d'exportation, avec des effets potentiels dramatiques sur les personnes touchées dans les pays fournisseurs, le GNL expédié vers l'Europe dans des navires et regazéifié dans des terminaux d'importation présente également des risques considérables pour la sécurité. « *Si elles s'enflamment à la source, les vapeurs de GNL peuvent devenir des « feux de nappe » qui brûlent plus fort que les autres combustibles et ne peuvent pas être éteints. Les feux de GNL brûlent suffisamment pour causer des brûlures au deuxième degré sur la peau exposée jusqu'à un kilomètre de distance. Les installations de GNL présentent des risques importants pour les populations voisines et ont été identifiées comme des cibles terroristes potentielles* »³⁹. Le Centre commun de recherche de la Commission européenne évalue un certain nombre d'accidents survenus dans des installations de GNL et effectue des études sur les incidents. Il constate que « *les experts ont généralement convenu que le GNL reste une substance à haut risque* »⁴⁸. Au cours des dernières décennies, plusieurs accidents graves directement liés au GNL se sont produits dans des terminaux. Par exemple, un accident survenu en 2014 dans une usine de stockage de GNL aux États-Unis (État de Washington) a fait plusieurs blessés parmi les travailleurs, a provoqué l'évacuation de centaines de personnes et a projeté des objets lourds sur plusieurs centaines de mètres dans

une explosion violente⁴⁹. Un accident survenu dans un terminal GNL en Algérie en 2004 a fait 27 morts et 74 blessés⁵⁰. Si les accidents ne sont pas systématiques, les conséquences de ceux qui sont survenus ont cependant été désastreuses.

Les risques associés au GNL sont particulièrement dangereux lorsque des projets de nouveaux terminaux d'importation de GNL sont proposés à proximité ou dans des zones densément peuplées, comme le terminal GNL de Bratislava⁵¹. Ce projet obligerait les navires de GNL à passer à proximité de plusieurs grandes villes lorsqu'ils alimentent le terminal en gaz par voies fluviales. Dans le contexte des discussions sur la construction accélérée d'infrastructures d'importation de GNL en Europe et alors que des pays s'empressent de relancer des projets de terminaux GNL mis en sommeil, il ne faut pas négliger les impacts sur la sécurité publique des infrastructures d'importation d'énergies fossiles, qui concentrent de grandes quantités d'un gaz dangereux. Au contraire, la production décentralisée, propre et sûre d'énergies renouvelables assurerait la sécurité des communautés qui, autrement, seraient touchées par le GNL tout au long de sa chaîne d'approvisionnement.

Il est difficile d'imaginer un combustible fossile plus dangereux que le GNL, qui explose lorsqu'il est déversé dans l'eau, asphyxie lorsqu'il est déversé sur terre et se transforme en nuages inodores qui congèlent instantanément la chair humaine lorsqu'il fuit dans l'air. Et ce n'est que s'il ne prend jamais feu. Si elles s'enflamment à la source, les vapeurs de GNL peuvent dériver sous forme de flammes flottantes qui brûlent suffisamment pour brûler la peau humaine exposée jusqu'à un kilomètre de distance et ne peuvent être éteintes par aucune technologie connue de lutte contre les incendies. Le GNL est un méchant de bande dessinée avec de nombreux superpouvoirs maléfiques et n'a aucun rôle à jouer dans un avenir énergétique durable.

SANDRA STEINGRABER

Docteure en chef du Réseau des sciences et de la santé environnementale

POINT 10

LE GNL EST UNE DISTRACTION - DES SOLUTIONS SÛRES EXISTENT POUR ÉLIMINER LE GAZ

De nouvelles recherches suggèrent que nous pouvons nous passer du gaz russe d'ici 2025 sans avoir besoin de nouvelles infrastructures ⁵², ce qui nous amène à nous demander à quelle vitesse nous pourrions nous passer du reste du gaz si les gouvernements mobilisaient l'argent et les ressources nécessaires dès maintenant.

Avec une plus grande volonté politique pour mobiliser l'argent nécessaire au financement de la transition, nous pourrions atteindre les objectifs du Green Deal européen encore plus rapidement que prévu. Nous devons commencer par investir dans les énergies renouvelables comme l'énergie solaire, l'éolien, et opter pour l'électrification directe et la chaleur renouvelable par le biais de pompes à chaleur. Cela permettra non seulement de rendre les énergies renouvelables plus abordables, mais aussi de les déployer sur l'ensemble du continent au rythme nécessaire pour mettre fin à notre dépendance aux combustibles fossiles. Une grande partie des importations de gaz fossiles est aujourd'hui utilisée pour le chauffage des locaux et de l'eau, à la fois à des fins résidentielles et commerciales. Pour ces besoins énergétiques, il existe des solutions propres et prêtes à l'emploi. Qui plus est, l'électrification de ces usages réduira considérablement la demande globale d'énergie pour le chauffage⁵³ et stimulera la résilience, l'efficacité, l'accessibilité et l'autonomie. Nous pourrions remplacer les navires GNL en provenance des États-Unis par « des cargaisons d'appareils électriques et de pompes à chaleur à haut rendement [pour] l'Europe » et « des turbines éoliennes, des composants électriques photovoltaïques et des systèmes de stockage de batteries » comme le suggèrent des scientifiques américains⁵³.

Les énergies renouvelables assureront l'indépendance énergétique de l'Europe et, grâce aux initiatives communautaires en matière d'énergie, placeront le pouvoir de produire de l'énergie directement entre les mains des citoyens. De plus, et c'est un atout supplémentaire important, elles ne réchauffent pas la planète.

L'Europe peut réduire la quantité d'énergie nécessaire en améliorant considérablement le parc immobilier et en déployant des mesures d'efficacité énergétique – cela aidera à gérer la demande accrue d'énergies renouvelables et à améliorer la qualité de vie de nombreux Européens. Les rénovations peuvent contribuer à rendre notre usage de l'énergie plus efficace, et ainsi à réduire les besoins de combustibles fossiles à court et à long terme et à faciliter la transition vers une énergie propre. Cela devra aller de pair avec une réduction de la demande, car nous commencerons à penser plus intelligemment nos besoins énergétiques et à éliminer nos dépenses en énergie inutiles.

Nous pouvons bouleverser nos systèmes énergétiques. Une transition juste est possible, dans laquelle les riches ne doivent pas continuer à s'enrichir et les pauvres ne doivent pas continuer à s'appauvrir. Cela exige une action gouvernementale ambitieuse et une société civile engagée et déterminée. Mais c'est possible, la voie existe, et les ressources et les capitaux sont là.



« Donner la priorité à la propriété citoyenne locale et communautaire de la production et de l'approvisionnement en énergie renouvelable n'est pas seulement une question d'innovation sociale, mais aussi une question de sécurité d'approvisionnement. Ecopower, un fournisseur d'énergie communautaire détenu et contrôlé par des citoyens dans la région de Beligan en Flandre, nous montre ce qui est possible. Il fournit 2 % de tous les ménages en Flandre et offre l'approvisionnement en électricité le moins cher de la région. Pourquoi ? Parce que la coopérative, et donc ses membres, possèdent toute l'énergie renouvelable locale dont ils ont besoin pour répondre à leurs besoins en électricité. Fait intéressant, Ecopower vient d'avoir 30 ans. Pourquoi est-ce important ? Parce qu'il nous reste un peu moins de 30 ans avant 2050. Nous devons donner la priorité à davantage d'Ecopower en Europe, et non à de nouveaux ponts de GNL qui ne mènent nulle part. »

JOSH ROBERTS

Conseiller politique senior chez
REScoop



NOTES

- 1 [Quarterly report on European gas markets \(Q4 2021\)](#), European Commission, 2022.
- 2 [There's not enough gas to go around](#), Seb Kennedy, Energy Flux, 2022.
- 3 [Presentation on European Gas Demand & Source of Supply](#), Gazprom, 2017.
- 4 [LNG Regasification Terminal Construction](#), ESF Investment Group.
- 5 [How Long Does it Take to Build an LNG Export Terminal in the United States?](#) Global Energy Monitor, 2022.
- 6 [Consolidated report on the progress of electricity and gas Projects of Common Interest](#), ACER, 2021.
- 7 [Europe Gas Tracker Report](#), Global Energy Monitor, 2022.
- 8 [El Musel: The regasification plant in hibernation due to excessive gas infrastructure. Gas: los excesos de un sistema que pagas en la factura](#), ElDiario & Ballena Blanca.
- 9 [New blow for Irish LNG as plans shelved for floating terminal at Cork](#), S&P Global Commodity Insights, 2021.
- 10 [Energy Efficiency and its contribution to energy security and the 2030 Framework for climate and energy policy](#), European Commission, 2014.
- 11 [Tweet by Keith D Patch, independent engineer, 2022. "Hydrogen liquefaction in a natgas liquefaction plant is technically impossible."](#)
- 12 [High need for gas grid transformation to wean Europe off Russian supply – researchers](#), Clean Energy Wire, 2022.
- 13 [The Hydrogen Hype: Gas industry fairy tale or climate horror story?](#) Corporate Europe Observatory, Food & Water Action Europe, Re:Common, 2020.
- 14 [Event recording: Eurogas "Let's meet" April 2022. see intervention from Gas Infrastructure Europe at 44:50.](#)
- 15 [Dangerous Gibbstown LNG Project Isn't Dead Yet](#), Food & Water Watch, 2022.
- 16 [Spain's Gas Pipeline Operator Calls for New Link With France](#), Bloomberg, 2022.
- 17 [The Global LNG Market and Long-Term Contracts – A Barrier to Net-Zero 2050](#), Energy Tracker, 2022.
- 18 [IPCC Sixth Assessment Report](#), 2022.
- 19 [A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas](#), Robert W Howarth, Cornell University, 2014.
- 20 [Carbon Dioxide Emissions Coefficients](#), US Energy Information Administration, 2021.
- 21 [Infographic - LNG imports and emissions](#), Food & Water Action Europe, 2022.
- 22 [Zahl der Woche / 8.1 Millionen Tonnen LNG wurden im Januar 2022 nach Europa importiert](#), BDEW Bundesverband der Energie- und Wasserwirtschaft, 2022.
- 23 [Life cycle greenhouse gas perspective on exporting liquefied natural gas from the United States](#), National Energy Technology Laboratory, 2019.
- 24 [Methane escaping from 'green' gas-powered ships fuelling climate crisis – Investigation](#), Transport & Environment, 2021.
- 25 [Exclusive: Gas infrastructure across Europe leaking planet-warming methane](#), Reuters, 2022.
- 26 [How Earth observations are informing national greenhouse gas inventories](#), Climate Home News, 2022.
- 27 [Methane emissions from the energy sector are 70% higher than official figures](#), International Energy Agency, 2022.
- 28 [Communication: Tackling rising energy prices: a toolbox for action and support](#), European Commission, 2021.
- 29 [People living in poverty 'hit harder by gas and electricity bills'. new data shows](#), The Independent, 2021.
- 30 [Civil society response to the gas price crisis](#), several NGOs, 2022.
- 31 [Power to the people: Upholding the right to clean, affordable energy for all in the EU](#), Right to Energy Coalition.
- 32 [Gas fact sheet](#), ACER, 2021.
- 33 [Top fossil fuel companies made \\$65 billion while consumers hit by gas price crisis](#), Global Witness, 2021.
- 34 [U.S. Oil and Gas Companies Set to Make Tens of Billions More from Wartime Oil Prices in 2022](#), Oil Change International, Global Witness, Greenpeace, 2022.
- 35 [#ExxonKnew, campaign page](#).
- 36 [ShellKnew](#), DeSmog.
- 37 [The urgent case for a ban on fracking](#), Food & Water Action Europe, 2015.
- 38 [Racial And Economic Justice Are Integral To The Fight For Our Climate](#), Food & Water Watch, 2021.
- 39 [The Threat of Fracked Gas Exports in the Rio Grande Valley](#), The Architectural League NY
- 40 [Fracking with "forever chemicals"](#), Physicians for Social Responsibility, 2021.
- 41 [Compendium of Scientific, Medical, and Media Findings Demonstrating Risks and Harms of Fracking \(Unconventional Gas and Oil Extraction\) - 7th edition](#), Concerned Health Professionals of NY and Physicians for Social Responsibility, 2020.
- 42 [Joint Statement between the United States and the European Commission on European Energy Security](#), 2022.
- 43 [Natural gas explained. Where our natural gas comes from](#), US Energy Information Administration, 2022.
- 44 [World Report 2022 - Qatar](#), Human Rights Watch 2022.



[45 Gas in Mozambique. A windfall for the industry, a curse for the country](#), Friends of the Earth International, Les Amis de la Terre France, Ja! Friends of the Earth Mozambique, 2020.

[46 The impacts of the LNG industry in Cabo Delgado, Mozambique](#), Ja! Friends of the Earth Mozambique, 2020.

[47 Greek, Turkish warships in 'mini collision' Ankara calls provocative](#), Reuters, 2020.

[48 Chemical Accident Prevention & Preparedness - Learning from incidents involving liquefied natural gas \(LNG\) on fixed sites](#), Minerva - European Commission, 2020.

[49 The Storage and Transportation of LNG: What Could Go Wrong?](#) Delaware Currents, 2021.

[50 Liquefied Natural Gas \(LNG\) Infrastructure Security: Issues for Congress](#), Congressional Research Service, 2008.

[51 Bratislava port to get its own €40 million LNG terminal](#), Euractiv, 2021.

[52 EU can stop Russian gas imports by 2025](#), Ember, E3G, Bellona and RAP, 2022.

[53 LNG exports will add to climate change](#), The Hill, 2022.

Les ressources en rouge sont des lectures de fond sur le gaz et le GNL en général

REMERCIEMENTS

Ceci est une traduction d'un document des Amis de la Terre Europe et Food & Water Action Europe par les Amis de la Terre France avec l'autorisation expresse des organisations mentionnées ci-dessus.

Merci à nos traducteurs

Marion Cubizolles, Julia Orain, Lorette Philippot, Vincent Jobert

Le rapport original en anglais peut être consulté [ici](#) & [ici](#).

Auteurs

Frida Kieninger & Eilidh Robb

Merci à nos rédacteurs

Colin Roche, Kate DeAngelis, Mitch Jones, Martha Myers & Fran Gater

Merci à nos designers

Blush Design Agency

Publié en mai 2022

Remarque : ce briefing est destiné à un public européen et a été écrit dans cette perspective, pour une utilisation en Europe.



Friends of the Earth Europe

Eilidh Robb
Fossil Gas Campaigner
eilidh.rob主@foeeurope.org
www.friendsoftheearth.eu



Food & Water Action Europe

Frida Kieninger
Director of EU Affairs
fkieninger@fweurope.org
www.foodandwatereurope.org



Les Amis de la Terre France

Lorette Philippot
Chargée de campagne finance & énergies fossiles
lorette.philippot@amisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org